

dans bien des parties du monde et il a rencontré bien des gens. J'espère qu'il en a rapporté un bagage d'idées nouvelles. Si tel est le cas, il n'aimera peut-être pas qu'on lui fasse une recommandation. Cependant, j'estime qu'il serait avantageux pour le pays que le gouvernement fédéral rencontre les gouvernements provinciaux une fois l'an, afin de permettre à ces derniers d'exprimer leurs vues et de faire connaître leurs besoins de capitaux pour les douze prochains mois, y compris les emprunts que cherchent à obtenir les municipalités, les hôpitaux, les commissions scolaires, etc. Sauf erreur, c'est le régime qu'on a adopté il y a un certain nombre d'années, dans un autre pays du Commonwealth. Le gouvernement central rencontre les autres gouvernements une fois par année pour faire un relevé de tous leurs besoins de capitaux. Ensuite, ils se renseignent sur le montant de capitaux de placement qui sont disponibles au pays pour l'administration de l'État et les organismes du gouvernement. Comme je l'entends, une fois la formule convenue, le gouvernement fédéral opère tous les emprunts pour le compte des provinces, des municipalités, des commissions scolaires, des hôpitaux et ainsi de suite. Par après, il répartit l'argent qu'il a pu emprunter selon une formule arrêtée d'avance. L'effet serait de réduire considérablement le fardeau des intérêts que nous devons supporter dans nos contributions à la commission scolaire, aux hôpitaux, à la municipalité et à la province. L'emprunt se fait par le gouvernement fédéral après une entente entre celui-ci et tous les niveaux de gouvernement. Ce serait, à mon sens, beaucoup mieux que la situation actuelle, où les gouvernements de toutes catégories et les organismes gouvernementaux se concurrencent les uns les autres sur le marché de l'argent afin de trouver les fonds dont ils ont besoin.

Puisque j'ai la parole, je tiens à exprimer l'espoir qu'avant la fin de l'étude de ces crédits, le ministre nous fera connaître le point de vue du gouvernement sur ce que j'appelle l'émission de monnaie par les gouvernements provinciaux. Notre gouvernement de la Colombie-Britannique émet des obligations payables à vue et portant intérêt. A mes yeux, ce papier n'est ni plus ni moins qu'un billet de banque. Quand un gouvernement émet des obligations payables à vue et portant ou non intérêt, c'est tout comme s'il émettait de la monnaie. J'avertis le ministre qu'à moins que le présent gouvernement ne prenne position sur ce qui se produit à cet égard, il pourrait bien voir un jour dix gouvernements provinciaux émettre une monnaie semblable, ce qui serait la ruine de toute sa politique monétaire et fiscale. Je crois que le

droit d'émettre de la monnaie appartient exclusivement au gouvernement fédéral. J'espère que le gouvernement fédéral va surveiller cette affaire et affirmer ses droits, comme il a dû le faire, une fois, voici bien des années, à cause de certains actes d'un autre gouvernement de l'Ouest.

Je sais que le gouvernement s'inquiète profondément de son déficit. Je suis certain que le ministre des Finances n'éprouve aucun plaisir parce qu'il est obligé d'enregistrer son quatrième ou cinquième déficit consécutif. Ses prévisions se sont révélées tellement inexactes! Les journaux sont invités à annoncer une augmentation de 3 p. 100, je pense, de notre produit national brut. J'aimerais bien analyser ce rapport et voir ce qu'il représente à l'égard de notre dollar d'aujourd'hui et de notre production par habitant car, comme le ministre le sait bien, notre production de biens et de services par personne a continuellement baissé depuis l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement. En pourcentage, la baisse a été considérable. Le ministre doit savoir aussi que notre économie doit accuser une hausse de 6 p. 100 par année pour fournir tous les emplois dont le pays a besoin.

Je dirai au gouvernement que c'est là sa responsabilité, s'il veut équilibrer son budget et sortir le ministre du pétrin avant qu'il soit nommé quelque part ailleurs. La façon d'y arriver consiste à ranimer l'économie, et à la faire marcher au point de réussir à augmenter de 6 p. 100 par année la richesse réelle de chacun. Si le gouvernement voulait bien prendre les dispositions nécessaires pour ranimer et stimuler l'économie jusqu'à ce point, je ne trouverais rien à redire à un déficit, à condition que le rôle de celui-ci soit précisément d'aider à atteindre ce but. Mais le seul rôle du déficit jusqu'ici était de remédier tant bien que mal à la situation présente, et non pas d'assurer à notre économie le stimulant dont elle a besoin. Si le gouvernement voulait bien assurer à notre économie ce stimulant, le jour ne serait pas éloigné où le ministre n'aurait plus à rapporter un déficit; au contraire, il pourrait alors faire état d'un excédent. On ne peut réaliser un excédent quand on compte un million de chômeurs.

J'espère que le gouvernement fera beaucoup plus au cours des quelques prochains mois qu'il n'a fait par le passé pour relancer la vie économique du pays. Entre autres choses, il faudrait nous associer à l'économie de l'Europe occidentale et à celle du Royaume-Uni. Si nous refusons d'envisager les faits et persistons à croire que nous pouvons vivre continuellement du peu de prospérité